

Plan de classement

∨ Dictionnaire historique : notices lieux

∨ Île-de-France

∨ Seine-Saint-Denis

• «Foyer des Postes» à Aubervilliers (Aubervilliers, Seine-Saint-Denis)



Accéder au visualiseur des médias : 2 médias

[«Foyer des Postes» à Aubervilliers \(Aubervilliers, Seine-Saint-Denis\)](#)

Date :

1960-1980

Notice historique :

Le mal-logement des migrants durant les Trente Glorieuses, entre 1945 et 1975, attire l'attention de certaines municipalités et d'associations qui s'émeuvent de la situation mais l'opinion publique reste dans l'ensemble hermétique à ces préoccupations. Le drame du «foyer des postes» d'Aubervilliers suscite une grande émotion et joue un rôle majeur dans l'émergence de cette thématique dans l'espace public. Dans la nuit du 1^{er} janvier 1970, sept locataires d'une chambre installée dans un pavillon, situé au 27 rue des Postes, sont intoxiqués par l'utilisation d'un poêle de fortune. Cinq d'entre eux, quatre Sénégalais et un Mauritanien, âgés de 28 à 39 ans, sont retrouvés morts au petit matin, victimes d'émanations de monoxyde de carbone. Depuis 1961, ce logement appartenait à Ghazi Messaoud qui résidait à Paris et l'avait laissé en gérance, en 1968, à une personne, Abdoulaye Ndao. Ce pavillon se composait de cinq pièces transformées en dortoirs où s'entassaient une cinquantaine de travailleurs originaires d'Afrique subsaharienne (Maliens, Sénégalais, Mauritaniens). Le coût de la chambre revenait à 70 francs mensuels pour la location d'un lit et chaque locataire devait verser, au préalable, 100 francs de droit d'entrée, même si ce foyer improvisé était dépourvu d'électricité et de chauffage. À la fin de l'année 1969, soit quelques mois avant le drame, le service d'hygiène de la mairie d'Aubervilliers avait refusé la construction de nouveaux boxes, destinés à accueillir d'autres locataires, malgré l'apposition d'une plaque par le gérant, «Solidarité franco-africaine», censée donner un semblant de légitimité à ce foyer clandestin.

Les communes de la banlieue nord de Paris telles qu'Aubervilliers connaissaient depuis 1945 une poussée démographique et accueillent d'importants contingents de populations étrangères et coloniales, confrontées aux difficultés d'accès à un logement décent. Aubervilliers est souvent appelée « ville taudis », tant la situation du logement était désastreuse. Les prérogatives des édiles restent limitées dans la lutte contre les garnis, objets par ailleurs d'une surveillance par les services de police. Faute de proposition de relogement, ces taudis perdurent ainsi jusque dans les années 1970. Peu avant le drame d'Aubervilliers, en octobre 1969, plusieurs maires de Seine-Saint-Denis avait réclamé, dans une lettre ouverte au gouvernement, une prise en charge des questions relatives au logement ainsi qu'une véritable politique migratoire.

Le moment symbolique, la nuit du 1^{er} janvier, en plein hiver, et l'exploitation manifeste de la misère humaine ont conduit à faire de ce fait divers un drame national. Cet incendie est évoqué par tous les médias, suscite la mobilisation d'intellectuels engagés et interroge la situation des travailleurs migrants et l'exploitation dont ils sont victimes. Si l'extrême précarité des conditions de logement avait déjà conduit à d'autres tragédies, ce drame conduit à une prise de conscience, par l'opinion publique tout d'abord puis par les hommes politiques.

À l'échelle locale, les habitants lancent une pétition pour la fermeture du foyer et le relogement de ces travailleurs. A l'initiative de la CGT, un meeting est organisé le vendredi 16 janvier 1970 à la Bourse du Travail d'Aubervilliers, condamnant les marchands de sommeil, l'hypocrisie du patronat et l'incurie des instances ministérielles. Des intellectuels, français et étrangers, notamment l'Algérien Kateb Yacine, des représentants politiques tels que Michel Rocard, sont présents aux obsèques le 10 janvier. La levée des corps, quai de la Râpée à Paris, donne lieu à un grand rassemblement de manifestants. Un millier de personnes assistent à l'inhumation des corps, au cimetière de Thiais, dans la division réservée aux étrangers sans famille. Dans le même temps, les locaux du syndicat patronal, le CNPF (Conseil national du patronat français), sont occupés à l'initiative de la Gauche Prolétarienne par 150 manifestants parmi lesquels l'historien Pierre Vidal-Naquet ou l'écrivaine Marguerite Duras. D'autres démonstrations de force ont lieu: un foyer à Ivry-sur-Seine est occupé, le 11 janvier, par 700 travailleurs africains, accompagnés notamment par l'écrivain Michel Leiris et les membres d'associations qui entendent dénoncer les conditions d'accueil des travailleurs étrangers.

La venue à Aubervilliers, un mois après cette tragédie, du Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, donne une dimension nationale à la question. Le vote de la loi Vivien en juillet 1970 témoigne d'une prise en compte globale de la question du logement puisqu'elle concerne à la fois la résorption des bidonvilles, mais aussi toute forme d'habitat insalubre. En octobre de la même année, un Groupe interministériel permanent est mis en place et est chargé d'organiser des recensements et de lancer une réflexion sociale sur le relogement des populations. Cet incendie, dans le contexte de l'après Mai 1968, est largement repris par les mouvements d'extrême-gauche pour illustrer l'exploitation capitaliste et permet d'inscrire alors le sort des travailleurs immigrés au cSur du mouvement ouvrier.

Au 27 rue des Postes, se trouve toujours ce pavillon, une résidence privée; aucun signe n'indique les événements qui ont eu lieu à cet emplacement, en 1970.

Sources complémentaires :**Sources d'archives****●Archives municipales d'Aubervilliers**

Le Journal du canton d'Aubervilliers (année 1970).

●Archives de Paris

101/78/1/1, Notes rédigées pour le préfet de la Seine (8 octobre 1960).

101/78/1/1, Compte rendu de la visite du préfet à Aubervilliers, 5 p. (17 décembre 1960).

408], Fonds du Cent.

●Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

1150W13, Le préfet de la Seine-Saint-Denis au ministre de l'Intérieur (19 janvier 1972).

Sources imprimées

«Série d'incendies dans des baraquements en banlieue», Les Échos, 31 octobre 1956.

«Sept Africains sont intoxiqués dans le dortoir d'un foyer d'hébergement. Cinq morts», Le Monde, 3 janvier 1970.

Ressources audiovisuelles

BOZZI Robert, *Immigrés en France. Le logement*, Documentaire, noir et blanc, 52 minutes, 1970.

GRANGE Dominique, «Nous sommes les nouveaux partisans», *1968-2008& N'effacez pas nos traces!*, Chanson 3'57 minutes, Paris, Casterman, 2008, livre-CD.

LALLAOUI Mehdi, DENIS Agnès, *Des bidonvilles aux HLM*, Documentaire, 52 minutes, noir & blanc, Argenteuil, Mémoires vives productions, 1993.

JAMMOT Armand, *Les dossiers de l'écran*, Émission consacrée au thème de l'immigration, 14 janvier 1970.

LUNTZ Édouard, *Enfants des courants d'air*, fiction, n&b, 24 minutes, 1959 [On y voit notamment des images des taudis algériens à Aubervilliers].

MAILLAND Jean, *Un Malien à Ivry*, émission Panorama, noir & blanc, 10'37 minutes, 15 janvier 1970.

TRILLAT Marcel, VARIOT Frédéric, *Étranges étrangers*, documentaire, 58 minutes, couleur, 16 mm, Henri Roux (son), Catherine Dehaut (montage), Scopecolor (prod.), Bobigny, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (distrib.), Bobigny, Voir & Agir (distrib.), Paris, Scope éditions (éd.), Montreuil, Périphérie (éd.), Bobigny, Voir & Agir (éd.), 1970.

Références :

DONNE Aurélie, *La politique du logement sous le gouvernement Chaban-Delmas: vers l'avènement d'un nouvel urbanisme (21 juin 1969-5 juillet 1972)*, Mémoire de Master 1, Rennes, IEP de Rennes, 2008, 106p.

GASTAUT Yvan, « L'irruption du thème de l'immigration dans les médias », *Confluences Méditerranée*, n°24, 2004, pp.19-33.

GASTAUT Yvan, *L'immigration et l'opinion en France sous la Cinquième République*, Paris, Seuil, 2000, 624p.

PERRON Tangui (dir.), *Histoire d'un film, mémoire d'une lutte. Étranges étrangers*, un film de Frédéric Variot et Marcel Trillat, Montreuil, Périphérie, 2009, 190p.

GONDOLO Anne, LOHR Évelyne, POUVREAU Benoît, *Seine-Saint-Denis (1954-1974)*, Bobigny, Département de la Seine-Saint-Denis, coll. «Patrimoine en Seine-Saint-Denis. Bidonvilles. Histoire et représentations. Seine-Saint-Denis (1954-1974), n°20» 2007, 12p.,URL: http://www.atlas-patrimoine93.fr/documents/patrimoine_en_SSD_20.pdf (consulté le 13 mai 2015).

TAPA Guiza, *Étude de la population étrangère dans une banlieue ouvrière: le cas d'Aubervilliers*, Mémoire de maîtrise en géographie, Paris, Université Paris 4 Paris-Sorbonne, 1979, 204p.

Aa. Vv. (dir.), *Le livre des travailleurs africains en France. Union générale des travailleurs sénégalais en France*, Paris, Maspero, 1970, 204p.

Légende/crédits :**Légendes des documents numériques associés**

Doc 1. «Les négriers existent toujours: cinq travailleurs africains sont morts asphyxiés à Aubervilliers», *Le Journal du canton d'Aubervilliers*, 9 janvier 1970, p.1, Archives municipales d'Aubervilliers.

Doc 2. «Après la mort tragique des cinq travailleurs africains », *Le Journal du canton d'Aubervilliers*, 9 janvier 1970, p.5, Archives municipales d'Aubervilliers.

Mots-clés

Géolocalisation Aubervilliers (Seine-Saint-Denis, France) Seine-Saint-Denis (France)

Thème

 Fait divers Ma-logement Marchands de sommeil Logement insalubre Loi Vivien

 Occupation du Conseil national du patronat français (CNPF) et du foyer de travailleurs d'Ivry-sur-Seine (janvier 1970) Sénégalais Maliens Mauritaniens Habitat

Personne (physique ou morale)

 Confédération générale du travail (CGT)(France) Confédération française démocratique du travail (CFDT)(France) Conseil national du patronat français (CNPF)(France)

 Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)(France) Parti socialiste unifié (PSU)(France) Gauche prolétarienne (France) Chaban-Delmas, Jacques Clavel, Maurice

 Duras, Marguerite Faye, Jean-Pierre Genet, Jean Karman, André Leiris, Michel Rocard, Michel Sartre, Jean-Paul Vidal-Naquet, Pierre Yacine, Kateb